



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR/2023/n°125/8.3

Objet : OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
RÈGLEMENTATION PROVISOIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION

DEMANDEUR / ENTREPRISE : MOBILAE – CENTRE DE CONFORT ET DE MOBILITE – 89 IMPASSE LOUIS
JOSEPH VICAT – 83600 FREJUS
TEL. : 04.94.51.70.16 **MAIL :** service-fr@mobilae.com

PROPRIETAIRE : MADAME MARTIN CAROLINE – 20 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU - 30220 AIGUES -MORTES
TEL. : 06.73.11.79.39 **MAIL :** m.michel.rey@orange.fr

DEMANDE ENREGISTRÉE : LE 01 MARS 2023

LIEU DES TRAVAUX : 20 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU - 30220 AIGUES-MORTES
NATURE DES TRAVAUX : INSTALLATION D'UNE PLATEFORME PMR EN INTERIEUR
DUREE DES TRAVAUX : LE MERCREDI 08 MARS 2023

MESURES PARTICULIERES : STATIONNEMENT DU CAMION DE L'ENTREPRISE SUR LA VOIE DE CIRCULATION
AVEC FERMETURE DE VOIE ET DEVIATION.

Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, et notamment l'Article L2213-1 –art.62 modifié par la loi n°2014—58 du 27 Janvier 2014,

Vu l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié et l'instruction interministériel sur la signalisation routière,

Vu la circulaire n° 86-230 du ministère de l'Intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de police par le maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les Articles du chapitre 1^{er} du titre III,

Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,

Vu le code Pénal et notamment l'Article R.610-5,

Vu le Code de la Route, notamment les Articles R 411-25, R 411-26, R.417-10-10° et L.325-1 à L.325-11,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L 111-1 et L 113-2

Vu l'arrêté municipal N°2009-155 en date du 8 avril 2009 portant réglementation sur l'occupation du Domaine Public pour Travaux,

Considérant la délibération n°DCM/2017/88/7.1/22-11/9 prise en date du 22 Novembre 2017 approuvant la mise en œuvre d'un règlement d'occupation du domaine public,

Considérant la demande formulée par l'entreprise MOBILAE en date du 01 mars 2023,

Considérant qu'il convient de réglementer temporairement le stationnement des véhicules en fonction de l'avancée des travaux et de prendre toutes les mesures de sécurité pendant toute la durée du chantier,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'assurer le bon ordre, la sureté et la tranquillité publique,

ARRETE

Article 1 :

En raison de l'installation d'une plateforme PMR chez Madame MARTIN Caroline, l'entreprise MOBILAE est autorisée à accéder et à stationner un camion, sur la voie de circulation avec fermeture de voie et mise en place d'une déviation, sur la voie suivante :

- DEVANT LE N°20 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU – 30220 AIGUES-MORTES
- LE MERCREDI 08 MARS 2023 de 8H30 A 17H30

Hôtel de Ville - Place St Louis
30220 AIGUES MORTES
Tel. 04.66.73.90.90.
Fax : 04.66.53.86.09
www.ville-aigues-mortes.fr

Article 2 :

Pendant toute la durée du chantier, et en fonction des besoins du chantier, la circulation des véhicules de tous genres sera provisoirement interdite :

- RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU - 30220 AIGUES-MORTES.

Afin de ne pas bloquer la circulation des autres usagers, la signalisation concernant la fermeture de voie et la déviation est mise en place, par l'entrepreneur chargé de l'exécution des travaux.

Article 3 :

Le responsable du chantier prendra toutes les dispositions nécessaires pour signaler, protéger et clôturer ce chantier.

Le non-respect de cette réglementation entrainera la responsabilité administrative et/ou judiciaire du responsable de chantier.

Toutes les précautions devront être prises pour la protection et le libre passage des piétons, pour maintenir en permanence la chaussée et l'accotement en parfait état de propreté et pour éviter toute dégradation du domaine public.

Article 4 :

Les droits des riverains demeureront préservés en ce qui concerne le libre accès à leurs immeubles.

Article 5 :

Le demandeur paiera la redevance selon le tableau ci-dessous.

Les montants dus seront calculés sur la base des périodes d'occupation du domaine public, reprises dans l'arrêté municipal pris au vu des demandes des occupants.

	Jour/M ²		La Place/jour	
	1er mois	Au-delà	1er mois	Au-delà
Bennes, dépôts de terre, gravats, sable, matériaux de construction	1,00 €	1,50 €		
Containers, caissons à déchets	0,50 €	0,75 €		
IMMO camion, nacelle sur trottoir ou chaussée	1,00 €	1,50 €		
Échafaudage avec occupation au sol, étais	3,00 €	4,50 €		
Installation de chantier clôturée	3,00 €	4,50 €		
Installations bâtiments provisoires, bungalow ou bulle de vente	3,00 €	4, 50 €		
Neutralisation place de parking payante			2,00 €	3,00 €
Neutralisation place de parking non payante			5,00 €	7,50 €
Restriction de voirie	1,00 €	1,50 €		

Article 6 :

Le présent arrêté doit être affiché sur le chantier pendant toute sa durée.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes, 16 Avenue Feuchères, 30 000 NIMES dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Monsieur le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,

Monsieur le directeur général des services,

Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,

Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades du Grau-du-Roi / Aigues Mortes,

Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale d'Aigues-Mortes, sont chargés chacun en ce qui

le concerne de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 06 mars 2023

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation
Le Directeur Général des Services,
Christophe BARONI



